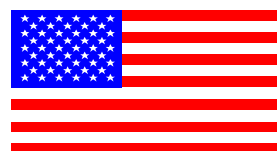


Recommandation non obligatoire de la commission RCG



Assurance responsabilité civile d'entreprise: extension de la couverture aux produits exportés aux Etats-Unis/Canada

Les compagnies sont libres de s'écarter de ces recommandations.

Edition 2008

Table des matières

1	Introduction	3
2	Informations générales	4
2.1	Couverture par des polices suisses	4
2.2	Couverture par des polices conclues aux Etats-Unis	4
2.3	Certificats d'assurance (Certificate of Insurance)	4
2.4	Coassurance de l'importateur américain (Vendor's Endorsement)	4
2.5	Convention de libération (Hold Harmless Agreement)	5
2.6	Rapport du Certificate of Insurance au Vendor's Endorsement et au Hold Harmless Endorsement	6
3	Catégories d'exportations aux Etats-Unis	6
3.1	Exportation directe aux Etats-Unis	6
3.2	Exportation indirecte aux Etats-Unis	7
4	Validité dans le temps	7
4.1	Principe de la survenance du sinistre (loss occurrence-basis)	7
4.2	Principe de la réclamation (claims made-basis)	7
5	Particularités	8
5.1	Frais de défense	8
5.2	«Punitive ou exemplary damages»	8
5.3	Dommages en rapport avec des atteintes à l'environnement	8
5.4	For	9
5.5	Interdiction de la cession de prétentions	9
5.6	Assurabilité de produits/risques spéciaux	10
5.7	Risk Engineering	10
5.8	Durée du contrat	10
Annexe 1	CGC modèles pour l'extension de la couverture aux produits exportés aux Etats-Unis et/ou au Canada	
Annexe 2	Risques ayant un fort potentiel de sinistres tardifs et de sinistres latents (risques long tail)	
Annexe 3	Certificat d'assurance modèle (Certificate of Insurance)	
Annexe 4	Coassurance du revendeur (modèle „Vendor's Endorsement“)	
Annexe 5	Questions pour la proposition en rapport avec les exportations aux Etats-Unis et/ou au Canada	
Annexe 6	Clause modèle du principe de la réclamation	
Annexe 7	Clauses modèles relatives à la convention de libération	
Annexe 8	Liste des produits et risques spéciaux	
Annexe 9	Liste de substances	

1 Introduction

Les recommandations suivantes ne mentionnent que les Etats-Unis. Toutefois, celles-ci s'appliquent également, par analogie, au Canada.

Sont considérés comme faisant partie des Etats-Unis tous les territoires qui relèvent de la juridiction ou qui sont soumis au droit des Etats-Unis.

Sont compris dans ces territoires les 50 Etats qui constituent les Etats-Unis (48 Etats ainsi que l'Alaska et Hawaï) et Washington D.C. («District of Columbia»).

A ces territoires s'ajoutent ceux qui relèvent de la souveraineté, de l'administration et/ou de la juridiction des Etats-Unis, à savoir Porto Rico, les Iles Vierges américaines (à ne pas confondre avec les Iles Vierges britanniques), Guam, les Iles Mariannes du Nord, les Samoa américaines, l'île Wake, les Iles Midway ainsi que d'autres atolls ou petites îles sans population civile importante, directement administrés par le gouvernement ou l'armée.

Bien que ces territoires ne soient pas des Etats, ils relèvent de la souveraineté des Etats-Unis. Le droit des Etats-Unis s'applique à eux au moins partiellement et ils sont soumis aux tribunaux fédéraux des Etats-Unis (excepté les Samoa américaines).

Ne sont pas considérés comme faisant partie des Etats-Unis les Etats fédérés de Micronésie, les Iles Marshall et les Palaos, bien que, en tant qu'anciens territoires sous mandat des Etats-Unis, ils entretiennent encore un rapport particulier avec ce pays.

Le terme «CGA modèles» désigne ci-après les CGA modèles non obligatoires pour l'assurance responsabilité civile d'entreprise de l'Association Suisse d'Assurances (édition 2006).

Si la validité territoriale est étendue aux Etats-Unis, il convient de prendre en compte les points suivants concernant la validité dans le temps:

- Dans les CGA modèles sont également assurés les dommages causés avant le début du contrat, lorsque l'assuré prouve en toute bonne foi qu'il n'avait pas connaissance, au moment de la conclusion du contrat, d'un acte ou d'une omission à l'origine de sa responsabilité.
- Dans l'éventualité qu'entre la survenance du dommage et la réclamation il existe un laps de temps plus grand (en particulier lors de lésions corporelles et de dommages matériels en rapport avec des atteintes à l'environnement), le passage au système de la réclamation permet une détermination plus conforme au niveau de risque (voir aussi annexe 2 des présentes recommandations).

Au cours des années passées, les effets du droit de la responsabilité civile ont été l'objet de vives controverses aux Etats-Unis. Malgré cela, la situation outre-Atlantique n'a entre-temps pas fondamentalement changé. Le risque de responsabilité civile reste nettement plus élevé que dans d'autres Etats.

Pour une meilleure évaluation des risques à l'exportation vers les Etats-Unis, l'annexe 5 contient une liste de questions pour la proposition.

2 Informations générales

2.1 Couverture par des polices suisses

Les présentes directives concernent la couverture du risque de responsabilité civile relatif aux entreprises industrielles et commerciales situées en Suisse du fait de leurs exportations directes et/ou indirectes aux Etats-Unis.

L'extension de la couverture s'effectue au moyen des CGA modèles selon l'annexe 1.

2.2 Couverture par des polices conclues aux Etats-Unis

Les succursales d'entreprises suisses (établissements de production, de services, d'entretien ou de distribution) situées sur le territoire des Etats-Unis ne peuvent, pour des motifs de droit de surveillance, être incluses dans des polices suisses (par exemple en tant que «Additional Insured»; voir chiffre 2.4), que ces succursales soient juridiquement indépendantes ou non. Dans ce cas, il convient de conclure des polices locales aux Etats-Unis.

Cela vaut en tout cas pour la police de base locale (niveau primaire) avec la couverture d'assurance usuellement pratiquée sur le marché. Pour les autres cas de figure, la commission RCG ne donne pas d'avis sur les questions relatives au droit de surveillance.

2.3 Certificats d'assurance (Certificate of Insurance)

Le certificat d'assurance fréquemment exigé par le preneur d'assurance suisse pour son partenaire commercial américain consiste en une confirmation de l'existence d'une police d'assurance valable d'un contenu déterminé.

Le certificat contient souvent l'obligation, pour l'assureur, d'informer le destinataire du certificat lorsque la police ne se renouvelle pas ou s'annule pour toute autre raison. En revanche, l'assureur n'a aucune obligation d'informer le destinataire en question de la déclaration de sinistres, eu égard à un épuisement éventuel de la somme d'assurance convenue.

L'annexe 3 contient un modèle.

2.4 Coassurance de l'importateur américain (Vendor's Endorsement)

Les importateurs américains ou autres acheteurs exigent souvent du preneur d'assurance suisse l'inclusion, dans sa police, de leur responsabilité. Cette exigence peut être prise en compte par le biais du Vendor's Endorsement.

La couverture garantie par le Vendor's Endorsement constitue une inclusion limitée en tant que «Additional Insured». Cette couverture s'étend uniquement aux dommages dont il est prouvé qu'ils sont dus à des défauts de produits livrés par un preneur d'assurance suisse. Cependant, le Vendor's Endorsement ne couvre pas la responsabilité de l'importateur américain en sa qualité d'entreprise commerciale ou industrielle (en d'autres termes: pas

de couverture de la responsabilité de l'importateur américain du fait des travaux de montage, d'emballage ou de changements d'emballage, de conseil quant au mode d'emploi des produits importés, etc.).

Si la couverture de la responsabilité du fait des propres activités de l'importateur américain s'avère nécessaire, l'établissement d'une police locale US avec l'importateur américain en tant que preneur d'assurance ou coassuré («Additional Insured») est indispensable. A cet égard, il est aussi recommandé d'examiner avec la plus grande attention l'inclusion de l'importateur américain (ou d'un autre tiers) en tant que «Additional Insured» dans la police suisse. Indépendamment de toute considération liée au droit de surveillance (voir aussi chiffre 2.2), les défauts de produits causés par l'importateur seraient dans ce cas également couverts. Même les risques de responsabilité civile d'entreprise de l'importateur pourraient être ainsi inclus (par exemple, les dommages survenus lors de la livraison, du montage ou de l'entretien de produits exportés). En outre, il existe le danger qu'un tribunal américain applique le droit américain du contrat d'assurance à la relation entre l'importateur américain et le preneur d'assurance.

Le recours au Vendor's Endorsement correspond aux pratiques en usage depuis de nombreuses années sur le marché (également aux Etats-Unis) ainsi qu'aux exigences des acheteurs américains.

L'annexe 4 contient un modèle.

2.5 Convention de libération (Hold Harmless Agreement)

En cas de convention de libération entre l'exportateur et l'acheteur («Hold Harmless Agreements») exigée par les importateurs américains, il convient de recommander au preneur d'assurance de l'examiner avec attention. Une libération générale va en principe au-delà du but et de l'objectif visés, en particulier lorsque l'importateur américain est approvisionné d'une même marchandise par plusieurs fournisseurs différents et qu'il n'est pas en mesure, en cas de sinistre, de déterminer le producteur du produit incriminé. Une libération de l'importateur américain, en sa qualité d'entreprise commerciale ou industrielle (voir remarque entre parenthèses, deuxième paragraphe, chiffre 2.4), est également très problématique. Il faut relever que semblables conventions contiennent souvent une prise en charge de responsabilité dans le cadre de la garantie, de l'exécution des contrats et dans celui des atteintes à l'image de marque, pour laquelle la législation de la responsabilité du fait des produits ne crée aucune base.

Le preneur d'assurance doit donc être rendu attentif au fait qu'une responsabilité contractuelle excédant les prescriptions légales n'est pas couverte par l'assurance responsabilité civile d'entreprise, pour autant que les conditions d'assurance prévoient de telles exclusions (voir art. 7 d et les exclusions de l'art. 7 k (dommages à l'objet travaillé) et de l'art. 7 l (dommages de garantie et dommages causés à l'objet du contrat) des CGA modèles).

Si l'importateur américain devait ne pas se satisfaire d'un certificat d'assurance (modèle de l'annexe 3), alors une couverture des obligations prises en charge par le preneur

d'assurance dans le cadre d'une convention de libération serait imaginable, dans le sens où le fabricant libérerait l'importateur de toute prétention découlant d'un défaut d'un produit fabriqué par lui et supporterait les frais de gestion et de règlement du sinistre. Toutes autres prétentions en responsabilité civile – celles dues notamment à des produits défectueux – qui engagent uniquement l'importateur américain (par exemple erreurs de distribution, de stockage ou d'instruction) demeurent exclues. Il en va de même des prétentions pour lesquelles le droit de la responsabilité du fait des produits applicable ne prévoit aucune base légale. La couverture, dans le cadre d'une telle convention, ne devrait être accordée qu'après examen des contrats de livraison et de vente. Il convient, dans le cadre de l'ensemble des conventions de libération, y compris futures, d'éviter toute couverture forfaitaire sans examen attentif préalable.

Une couverture des obligations que le preneur d'assurance assume dans le cadre d'une convention de libération peut être garantie au moyen d'une simple condition complémentaire ou – comme dans le cas du Vendor's Endorsement – par un «Hold Harmless Endorsement». Les annexes 7a et 7b contiennent les modèles correspondants.

De facto, l'importateur américain bénéficie d'une couverture d'assurance comparable à celle offerte par le Vendor's Endorsement. L'avantage du modèle de clause des annexes 7a et 7b réside dans le fait que l'assureur ne contracte ainsi aucun engagement direct d'aucune sorte envers les Etats-Unis, étant donné que seule l'étendue de la couverture garantie au preneur d'assurance est élargie.

2.6 Rapport du Certificate of Insurance au Vendor's Endorsement et au Hold Harmless Endorsement

Contrairement au Vendor's Endorsement et au Hold Harmless Endorsement, le Certificate of Insurance n'est qu'une confirmation de la couverture existante et ne modifie pas le contenu de la police. Il ne devrait pas, non plus, être utilisé pour garantir l'élargissement d'une couverture. Cela devrait se faire dans le cadre de conditions particulières ou des «Endorsements». Le Certificate of Insurance peut toutefois être délivré avec un Vendor's Endorsement ou un Hold Harmless Endorsement.

3 Catégories d'exportations aux Etats-Unis

En ce qui concerne les possibilités d'assurance, on peut distinguer les catégories d'exportations suivantes:

3.1 Exportation directe aux Etats-Unis

Le preneur d'assurance livre les produits finis/semi-finis ou marchandises fabriqués par lui:

- directement ou
- par l'intermédiaire de ses propres établissements de distribution, de production, de services et d'entretien, en Suisse ou à l'étranger.

3.2 Exportation indirecte aux Etats-Unis

L'exportation aux Etats-Unis a lieu **exclusivement** par l'intermédiaire d'acheteurs (commerçants, transformateurs) **hors** des Etats-Unis, auxquels le preneur d'assurance livre des produits finis/semi-finis ou des marchandises. Sont aussi considérés comme acheteurs, par exemple, les touristes qui introduisent aux Etats-Unis des produits fabriqués par le preneur d'assurance. Dans le cadre de l'exportation indirecte, il y a lieu de distinguer en plus les **cas d'exportation** dans lesquels:

- **le preneur d'assurance en a connaissance**
Dans de tels cas, le preneur d'assurance a connaissance ou aurait pu, en toute bonne foi, avoir connaissance du fait que ses produits finis/semi-finis ou ses marchandises sont ou étaient destinés à l'exportation aux Etats-Unis (par exemple d'après les indications/spécifications sur les produits de la part l'acheteur).
- **le preneur d'assurance n'en a pas connaissance (exportation à l'insu du preneur d'assurance)**
Les produits fabriqués, livrés ou travaillés par le preneur d'assurance sont exportés aux Etats-Unis sans qu'il en ait connaissance ou ait pu en avoir connaissance.

On **ne** peut en principe **pas parler d'exportations à l'insu du preneur d'assurance** lorsque celui-ci fournit à des acheteurs des produits dont est connu d'une manière générale qu'ils sont destinés à l'exportation aux Etats-Unis, ce que le preneur d'assurance devrait par conséquent aussi savoir.

4 Validité dans le temps

Etant donné que tout cas de sinistre s'inscrit dans le temps, il doit être mis en relation directe avec la durée du contrat. Il existe deux principes de validité temporelle majeurs:

4.1 Principe de la survenance du sinistre (loss occurrence-basis)

Selon ce principe, la couverture s'étend à tous les dommages qui surviennent pendant la durée du contrat. Les CGA modèles reposent sur ce principe.

Les CGA modèles ne prévoient aucune limitation dans le temps du risque antérieur puisque, à l'échéance du contrat, elles garantissent un délai pour annonce ultérieure de 60 mois, mais aucune prolongation de la couverture.

4.2 Principe de la réclamation (claims made-basis)

Ce principe étend la couverture aux prétentions élevées contre l'assuré pendant la durée du contrat. Ce principe est utilisé avant tout pour les risques qui présentent un fort potentiel de sinistres tardifs et de sinistres latents (les risques «long tail») (voir annexe 2).

Les clauses modèles (voir annexe 6) ne prévoient en principe aucune limitation dans le temps du risque antérieur puisque, à l'échéance du contrat, elles garantissent un délai pour annonce ultérieure de 60 mois, mais aucune prolongation de la couverture. Pour les

risques particulièrement sensibles, cependant, une limitation dans le temps du risque antérieur peut se justifier.

5 Particularités

5.1 Frais de défense

Aux Etats-Unis, les frais de défense sont généralement couverts séparément de façon illimitée, en plus de la somme assurée effective. Cette pratique ne correspond pas à celle en usage en Europe continentale, où les frais de défense font partie intégrante de la somme assurée.

Afin de garantir la calculabilité du risque, il est recommandé de couvrir les frais de défense uniquement dans le cadre de la somme assurée, ainsi que le prévoient, en règle générale, les CGA modèles.

5.2 «Punitive ou exemplary damages»

Lorsque, en cas de sinistre, une faute non légère est imputable au fabricant, celui-ci peut, dans la plupart des Etats des USA, être condamné à payer des «punitive ou exemplary damages».

Les «punitive ou exemplary damages» sont une sorte de peine à caractère privé dont la partie défenderesse doit s'acquitter vis-à-vis du lésé. Les «punitive ou exemplary damages» peuvent très souvent atteindre plusieurs fois le montant du dommage effectif.

Le risque d'être condamné à payer des «punitive ou exemplary damages» existe avant tout pour des produits susceptibles de causer des lésions corporelles.

Les CGA modèles excluent les «punitive ou exemplary damages» de la couverture de base.

Dans certains Etats des USA, il est en outre interdit d'accorder une couverture d'assurance pour les «punitive ou exemplary damages».

5.3 Dommages en rapport avec des atteintes à l'environnement

Les CGC modèles excluent les prétentions issues de dommages à l'environnement (annexe 1, chiffre 2). On peut faire les remarques suivantes concernant les dommages à l'environnement:

- Les plaignants ont tendance à réclamer des prétentions en rapport avec des dommages à l'environnement (dommages corporels comme matériels) dus à des propriétés dangereuses de substances ou produits car les assurances responsabilité civile d'entreprise locales excluent les dommages à l'environnement ou ne prévoient qu'une couverture très limitée sur la base des risques énoncés («named perils-Basis»);
- On constate des risques de plaintes collectives accrues en cas de dommages en rapport avec des atteintes à l'environnement;
- Se défendre face à des prétentions injustifiées demande un très grand investissement compte tenu de la complexité du sujet et des clarifications nécessaires;

- Cette situation va devenir plus difficile encore puisque les propriétés de tous les produits et substances chimiques devront être systématiquement analysées dans le cadre du nouveau Règlement européen sur l'enregistrement, l'évaluation, l'autorisation et les restrictions des substances chimiques REACH (**R**egistration, **E**valuation, **A**uthorisation and **R**estriction of **C**hemical substances) et de projets de loi similaires aux Etats-Unis et au Canada.

5.4 For

La jurisprudence américaine a les conséquences suivantes pour l'exportateur suisse et son assureur responsabilité civile:

- le fait même que les produits sont vendus aux Etats-Unis suffit à fonder la compétence territoriale des tribunaux américains;
- n'entre pratiquement en ligne de compte comme droit applicable que la lex fori (droit du for: si la plainte est déposée aux Etats-Unis, c'est le droit des Etats-Unis qui est valable) ou le droit du lieu dans lequel le dommage se produit;
- la pratique montre que le plaignant américain qui a obtenu un jugement peut, sans grande difficulté, en obtenir l'exécution aux Etats-Unis, pour autant que le preneur d'assurance ou l'assureur possèdent des succursales ou une propriété aux Etats-Unis;
- compte tenu de la jurisprudence du Tribunal Fédéral (TF), l'exécution, en Suisse, de jugements américains en vue d'une réparation du dommage est possible (mais pas en cas de «punitive ou exemplary damages» et d'indemnisations exorbitantes qui enfreignent l'ordre public suisse).

En conséquence, si l'assureur accorde sa couverture selon le droit applicable du pays où le contrat a été conclu, il ne donne aux fabricants qui exportent leurs produits aux Etats-Unis qu'une couverture illusoire. Cela vaut également pour les clauses attributives de juridiction et les clauses exécutoires.

La couverture pour les Etats-Unis ne devrait pas être assortie de réserves particulières quant au droit applicable, à la juridiction ou à l'exécution des jugements.

En complément des CGA modèles, l'annexe 1, chiffre 3, indique que, en cas de contestation quant à la couverture (entre le preneur d'assurance et l'assureur), seul le droit suisse s'applique.

5.5 Interdiction de la cession de prétentions

Lorsque le preneur d'assurance cède ses prétentions découlant de son assurance responsabilité civile aux lésés, il compromet considérablement les intérêts de l'assureur à plusieurs égards. A ce propos, il faut remarquer que:

- bien qu'il ne dispose pas d'un droit d'action directe, le lésé peut actionner l'assureur en justice directement, ce qui renforce sa position juridique;

- les questions litigieuses en matière de couverture doivent être débattues non pas avec le preneur d'assurance en sa qualité de partie au contrat, mais avec un tiers (le lésé), de sorte que l'assuré peut être appelé à témoigner contre l'assureur;
- la collaboration fondée sur le principe de la bonne foi contractuelle entre assureur et assuré est fortement remise en question;
- aussi longtemps que ni le problème de la responsabilité, ni celui de la couverture (y compris son aspect quantitatif) n'ont été tirés au clair, des cessions demeurent problématiques.

5.6 Assurabilité de produits/risques spéciaux

- a. Il est recommandé d'examiner attentivement l'assurabilité des produits et risques spéciaux figurant parmi les exclusions mentionnées à l'annexe 1, chiffre 2. Les explications concernant ces produits et risques figurent à l'annexe 8.
- b. Pour les risques chimiques et pharmaceutiques, il est recommandé, selon le type de risque, d'examiner l'assurabilité des produits et substances mentionnés aux annexes 8 et 9

5.7 Risk Engineering

Le recours à un spécialiste (par exemple un Risk Engineer) est recommandé pour l'évaluation des risques suivants:

- risques chimiques et pharmaceutiques (voir aussi chiffre 5.6 b ci-avant);
- produits fabriqués par manipulation génétique;
- produits médicaux (Medical Devices);
- matériaux de construction (par exemple panneaux agglomérés, fibre de verre, fibres minérales artificielles (man made mineral fibers), mousse isolante);
- couleur et laque (par exemple minium, dissolvants);
- appareils électriques et électroniques en rapport avec les champs électromagnétiques (CEM) et les interférences électromagnétiques (EMI);
- produits destinés aux loisirs et au fitness, articles de sport et appareils de gymnastique;
- installations de parcs de loisirs;
- véhicules terrestres, nautiques et aériens, ainsi que leurs pièces détachées, composants et accessoires;
- installations et appareils de sécurité;
- installations de transport (p. ex. ascenseurs, téléphériques);
- produits nutritifs et boissons (alcoolisées)

5.8 Durée du contrat

Compte tenu de la situation particulière en matière de risque et des conditions de réassurance, il est recommandé à l'assureur de se réserver le droit de résilier la police chaque année (contrat d'un an ou droit de résiliation annuel).

Assurance responsabilité civile d'entreprise
Extension de la couverture aux produits exportés aux Etats-Unis/Canada
Conditions générales complémentaires (CGC)

Edition 2008 des conditions modèles de l'ASA. Ces conditions sont dépourvues de tout caractère obligatoire. Les compagnies sont libres de convenir des conditions divergentes.

Article 105**1. Validité territoriale**

En complément de l'art. 8, al. 1, CGA, l'assurance est également valable pour les dommages survenant aux Etats-Unis et/ou au Canada.

2. Restrictions de l'étendue de la couverture

Ne sont pas assurées, en complément à l'art. 7 CGA, les prétentions découlant de dommages survenant aux Etats-Unis et/ou au Canada en rapport avec:

- des atteintes à l'environnement au sens de l'art. 6, let. a, CGA;
- la silice;
- des moisissures (*toxic mold*);
- des chlorofluorocarbones (CFC);
- des hydrocarbures chlorés (HCC);
- des produits chimiques analogues aux hormones (endocrine disruptors);

- le tabac et produits du tabac;
- des produits d'origine humaine (p. ex. transplants, sang et produits sanguins);
- la transmission ou la propagation de maladies ou épizooties (p. ex. SIDA, hépatite, encéphalopathies spongi-formes telles que ESB, nv-MCJ) ou de virus (p. ex. VIH).

3. For et droit applicable

L'art. 29 CGA est complété comme suit:

- En cas de litige découlant du contrat d'assurance, seuls les tribunaux suisses sont compétents.
- Le droit suisse et la jurisprudence suisse correspondante sont seuls déterminants pour l'interprétation du contrat d'assurance.

Beilage 2

Risiken mit ausgeprägtem Spät- und Latenzschadenpotenzial (Long tail-Risiken)

Bei den folgenden Risiken besteht die Möglichkeit, dass zwischen Verursachung und Schadeneintritt beziehungsweise Anspruchserhebung ein grösserer Zeitraum liegt. Es empfiehlt sich deshalb, für diese Produkte das **Anspruchserhebungsprinzip** (claims made) zu vereinbaren.

Langzeitschadenpotential:
+++ hoch ++ mittel + tief

Alte Risiko-Nr.	Neuer Risiko-Code*	Beschreibung	Bewertung		
			Kurzbeschreibung	Produkthaftpflicht/ Rückruf	Claims Made
0311	24.66A_01	Produkte pharmazeutischer, kosmetischer und chemisch-technischer Natur	Pharma	+++	empfohlen
0312	23.20A_98	Erdölprodukte	Oel - Petro	++	empfohlen
0321	24.42A_98	Kosmetische und pharmazeutische Produkte, Parfümerieprodukte	Pharma	+++	empfohlen
0322	24.15A_98	Dünger und Futtermittel	Futtermittel	+++	empfohlen
0323	24.66A_02	Farben, Bitumenprodukte, Harze, Kunststoff und Kunststoffprodukte (Linoleum, Verpackungsmaterial wie Behälter, Flaschen, Folien usw., Schall- und Wärmeisierungsplatten, Schläuche usw.), Lacke, Photochemikalien, Reifen (auch neugummierte)	Chemie	+++	empfohlen
0324	24.66A_03	Gummi und Gummiartikel (ohne Reifen), Leim, Kitt, Kunstfasern (Kunstseide, Nylon, Perlon, Viskose, Zellwolle usw.), Wachs und Wachswaren (Kerzen, Paraffin, Stearin usw.), Wasch- und Reinigungsmitteln (Seifen und Seifenprodukte), Zellstoff	Chemie	+++	empfohlen
0327	24.20A_98	Pflanzenschutz- und Schädlingsbekämpfungsmittel	Chemie	+++	empfohlen
1046	33.10A_01	Elektromedizinische und Röntgenapparate	Medizinaltechnik - Medizinalgeräte (Diagnostik) - Dialysegeräte	+ +++	nicht notwendig empfohlen
1072	33.10A_02	Präzisionsapparate und -instrumente wie ärztliche und optische (elektromedizinische und Röntgenapparate), Waagen usw.	Präzisions-instrumente	+	nicht notwendig
1136 1137	26.82A_01 26.82A_02	Strassenbelags- und Isolationsmaterial auf Teer-, Bitumen- oder ähnlicher Basis (wie Asphalt, Makadam usw.)	Chemie	+++	empfohlen
1511	21.12A_00	Papier, Karton und Pappe	Papier	+	nicht notwendig
2452	33.10B_00	Orthopädische Erzeugnisse	Medizinaltechnik - Implantate	+++	empfohlen

*plus Handelsbetriebe mit entsprechenden Produkten

Beilage 3

Muster Versicherungsbestätigung (Certificate of Insurance)

(Insurance Company)

(Address)

Phone +41 ## ## ## ## ##

Fax +41 ## ## ## ##

Name and address of policyholder:

Certificate of Insurance

This certificate is issued as a matter of information only and confers no rights upon the certificate holder. The certificate does not amend, extend or alter the coverage afforded by the policies below.

Coverages

This is to certify that the policies of insurance listed below have been issued to the insured named above for the policy period indicated, notwithstanding any requirement, term or condition of any contract or other document with respect to which this certificate may be issued or may pertain, the insurance afforded by the policies described herein is subject to all the terms, exclusions and conditions of such policies. Limits shown may have been reduced by paid claims and may have deductibles or retentions.◇

Type of insurance

General third party and product liability insurance

Policy number

Policy period

Geographical validity

Limits of liability

Combined single limit for all bodily injuries and property damages

(Currency: Swiss francs)

Each occurrence:

Aggregate:

within one insurance year

Operations/products

Name and address of
certificate holder

Place and date issued

(Gesellschaft)
Head Office

Authorized representative

Signature

This certificate is not valid unless countersigned by an authorized representative of #####.

Beilage 4

Mitversicherung des Wiederverkäufers – Muster Vendor's Endorsement

(Gesellschaft)

(Adresse)

Phone +41 ## ## ## ## ##

Fax +41 ## ## ## ##

Name and address of policyholder:

Additional Insured – Vendor

This endorsement modifies the insurance provided under the referenced policy as expressly provided hereafter.

General Third Party and Product Liability Insurance

WHO IS AN INSURED is amended to include as an insured any person or organization (referred to below as Vendor) shown below, but only with respect to bodily injury or property damage arising out of "your products" listed below which are distributed or sold in the regular course of the Vendor's business, subject to the following ADDITIONAL EXCLUSIONS:

1. The insurance afforded the Vendor does not apply to:

- Bodily injury or property damage for which the Vendor is obligated to pay damages by reason of the assumption of liability in a contract or agreement. This exclusion does not apply to liability for damages that the Vendor would have in the absence of the contract or agreement;
- Any express warranty or representation unauthorized by Policyholder;
- Any physical or chemical change in the product made intentionally by the Vendor;
- Repackaging, unless unpacked solely for the purpose of inspection, demonstration, testing or the substitution of parts under instructions from the manufacturer, and then repackaged in the original container;
- Any failure to make such inspections, adjustments, tests or servicing as the Vendor has agreed to make or normally undertakes to make in the usual course of business, in connection with the distribution or sale of the products;
- Any failure to maintain "your products" in a merchantable condition;
- Demonstration, installation, servicing or repair operations, except such operations performed at the Vendor's premises in connection with the sale of the product;
- Products which, after distribution or sale by Policyholder, have been labelled or relabelled or used as a container, part or ingredient of any other thing or substance by or for the Vendor.

2. This insurance does not apply to any insured person or organization, from whom Policyholder has acquired such products, or any ingredient, part or container, entering into, accompanying or containing such products.

Policy number**Endorsement valid until:**

subject to policy remaining in effect

Endorsement number**Name of person or organization (Vendor)****Your product(s)****Place and date issued**

#####,

Head Office

Applicable law and jurisdiction **This referenced policy and this endorsement are governed by and shall be solely construed in accordance with the laws of Switzerland. Exclusive place of jurisdiction is Switzerland.**

Authorized representatives Signature Signature

This endorsement is not valid unless countersigned by authorized representatives of #####.

Beilage 5

Antragsfragen im Zusammenhang mit Exporten nach den USA und/oder Kanada

- Direkte/indirekte Exporte
- Produkte/Produktgruppen
- Teil-/Fertigfabrikate
- Verwendungszweck
- Abnehmer
- Wurde die Herstellung von exportierten Produkten in den letzten 5 Jahren aufgegeben?
- Wurden in den letzten 5 Jahren neue Produkte ins Herstellungsprogramm aufgenommen?
- Erfolgt in den letzten 5 Jahren Rückrufe oder behördliche Verkaufsbeschränkungen/-verbote?
- Entsprechen alle nach USA exportierten Produkte(gruppen) den dortigen Vorschriften (z.B. in Bezug auf Sicherheit, Gesetze)?
- Jahresumsätze pro Produkt/Produktgruppe in den letzten 5 Jahren in den USA
- Bestehen vertragliche Haftpflicht-Vereinbarungen, welche über die gesetzliche Haftpflicht hinausgehen?
- Schäden in den letzten 5 Jahren in den USA (Art der Schäden/betroffene Produkte)

Aufzählung nicht abschliessend!

Beilage 6

Muster-Klausel Anspruchserhebungsprinzip (claims-made)

Zeitlicher Geltungsbereich und Leistungen der Gesellschaft

Art. 9 AVB wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

A Zeitlicher Geltungsbereich

1. Die Versicherung erstreckt sich auf Ansprüche aus Schäden, die während der Vertragsdauer gegen einen Versicherten erhoben und nicht später als 60 Monate nach Vertragsende der Gesellschaft gemeldet werden.
2. Als Zeitpunkt der Anspruchserhebung gilt derjenige, in welchem ein Versicherter erstmals von Umständen Kenntnis erhält, nach denen damit gerechnet werden muss, dass ein Anspruch gegen einen Versicherten erhoben werde, spätestens jedoch, wenn ein Anspruch mündlich oder schriftlich geltend gemacht wird.

Als Zeitpunkt der Anspruchserhebung von Schadenverhütungskosten gilt derjenige Zeitpunkt, in dem erstmals festgestellt wird, dass ein Schaden bevorsteht.

3. Sämtliche Ansprüche aus Schäden eines Serienschadens gemäss B Ziff. 3 hiernach gelten als in dem Zeitpunkt erhoben, in welchem der erste Anspruch gemäss vorstehender Ziff. 2 erhoben worden ist. Wird der erste Anspruch aus einem Schaden einer Serie vor Vertragsbeginn erhoben, so sind alle Ansprüche aus der gleichen Serie nicht versichert.
4. Für Schäden, welche vor Vertragsbeginn verursacht worden sind, besteht nur dann Deckung, wenn der Versicherte beweist, dass er bei Vertragsbeginn von einer Handlung oder Unterlassung, die seine Haftpflicht begründen könnte, nach Treu und Glauben keine Kenntnis hatte. Dasselbe gilt für Ansprüche aus Schäden eines Serienschadens gemäss B Ziff. 3 hiernach, wenn ein zur Serie gehörender Schaden vor Vertragsbeginn verursacht worden ist.

Soweit Schäden gemäss vorstehendem Absatz durch eine allfällige Vorversicherung gedeckt sind, wird durch den vorliegenden Vertrag im Rahmen seiner Bestimmungen eine Summendifferenzdeckung gewährt (Zusatzversicherung). Leistungen aus der Vorversicherung gehen diesem Vertrag vor und kommen von der Versicherungssumme des vorliegenden Vertrages in Abzug.

5. Erfolgt während der Vertragsdauer eine Änderung des Deckungsumfanges (einschliesslich Änderung der Versicherungssumme und/oder des Selbstbehaltes), gilt vorstehende Ziff. 4 Abs. 1 sinngemäss.

B Leistungen der Gesellschaft

1. Die Leistungen der Gesellschaft bestehen in der Entschädigung begründeter und in der Abwehr unbegründeter Ansprüche. Sie sind einschliesslich der dazu gehörenden Schaden- und Verzugszinsen, Schadenminderungs-, Expertise-, Anwalts-, Gerichts-, Schiedsgerichts-, Vermittlungs- und Schadenverhütungskosten sowie weiteren Kosten (z.B. Parteientschädigungen) begrenzt durch die in der Police bzw. den Vertragsbedingungen festgelegte Versicherungssumme bzw. Sublimate, abzüglich des vereinbarten Selbstbehalts.

2. Die Versicherungssumme gilt als Einmalgarantie pro Versicherungsjahr, d.h. sie wird für alle Ansprüche aus Schäden, die im gleichen Versicherungsjahr gegen Versicherte erhoben werden, und für alle Schadenverhütungskosten sowie allfällig weiteren versicherten Kosten, die im gleichen Versicherungsjahr eintreten, zusammen höchstens einmal vergütet.
3. Die Gesamtheit aller Ansprüche aus Schäden mit der gleichen Ursache (z.B. mehrere Ansprüche aus Schäden, die auf denselben Mangel, wie insbesondere Entwicklungs-, Konstruktions-, Produktions- oder Instruktionsfehler, oder Fehler eines Produktes oder Stoffes oder auf dieselbe Handlung oder Unterlassung zurückzuführen sind) gilt als ein einziger Schaden (Serienschaden). Die Zahl der Geschädigten, Anspruchserhebenden oder Anspruchsberechtigten ist unerheblich. Für nach Vertragsende erhobene Ansprüche aus Schäden eines Serienschadens gemäss vorstehendem Absatz besteht Deckung während einer Dauer von längstens 60 Monaten nach Vertragsende, wenn der erste Anspruch aus diesem Serienschaden während der Vertragsdauer erhoben worden ist.
4. Die Leistungen und deren Begrenzungen richten sich nach den versicherungsvertraglichen Bestimmungen (einschliesslich derjenigen über Versicherungssumme und Selbstbehalt), die im Zeitpunkt der Anspruchserhebung gemäss A Ziff. 2 hiavor Gültigkeit hatten.

Beilage 9

Substanzenliste

Diese Liste stellt den Stand der Erkenntnisse im Jahre 2008 dar.

DRUG (active substance)	Indication	Hazard
Alatrofloxacin	Antibiotic (fluorquinolone)	Liver toxicity, FDA restricted use for specific patient categories.
Alosetron	Irritable bowel syndrome	Withdrawn by the manufacturer in 2000 because of ischemic colitis and severe constipation leading to surgery and to some death cases. Relaunched in 2002.
Amfebutamone = Bupropion	Antidepressant drug, smoking cessation	Suicide and addiction potential, various death cases registered by the UK MCA. Life style drug, lawyers searching for injured patients.
Amiodarone	Arrhythmias	The side effects associated with amiodarone are many. Among the more important ones are pneumonitis, skin photosensitivity, eye problems which can lead to blindness and arrhythmias.
Apomorphine	Male erectile dysfunction	Life Style drug, heart arrhythmias, impaired colour vision.
Aripiprazole	Atypical antipsychotic drug	Risk of hyperglycaemia and diabetes has been linked to the use of atypical antipsychotic substances. In 2004 FDA notified healthcare professionals of revision to the WARNINGS section of the labelling. SLC, added in the WARNINGS section in 2005: Cerebrovascular Adverse Events, Including Stroke, in Elderly Patients with Dementia.
Astemizole	Antihistaminic drug	Fatal arrhythmias, withdrawn by the FDA in 1999.
Benzbromarone	Anti-gout	Due to concerns over serious cytolytic liver damage, benzbromarone has been withdrawn worldwide by Sanofi-Synthelabo in 2003.
Bromfenac	Anti-inflammatory drug	Liver toxicity, withdrawn by the FDA in 1998.
Bromocriptine	Hyperprolactinemia syndromes, Parkinson's	Life threatening reactions like stroke, heart attack, seizure and hypertensive crisis.

	disease, off label use for sexual function enhancement and weight loss	
Bupropion = Amfebutamone	Antidepressant drug, smoking cessation	Suicide and addiction potential, various death cases registered by the UK MCA. Life style drug, lawyers searching for injured patients.
Butorphanol	Pain relief	Addiction. The FDA has logged reports of a significant amount of deaths and severe addiction associated with this drug.
Cerivastatin	Anti-cholesterol drug	Fatal rhabdomyolysis, withdrawn by the FDA in 2001.
Cisapride	Gastroesophageal reflux disease	Fatal arrhythmias, withdrawn by FDA in 2000. At least 80 reports of deaths have been associated with this drug.
Clozapine	Atypical antipsychotic drug	Risk of hyperglycaemia and diabetes has been linked to the use of atypical antipsychotic substances. In 2004 FDA notified healthcare professionals of revision to the WARNINGS section of labelling. In 2005 a Boxed Warning was added to the label containing the information about an increased risk of mortality in elderly patients with dementia-related psychosis.
Contraceptives (*side effects)	Contraception	Exclusion of the following side effects: *myocardial infarction, stroke, invasive breast cancer, pulmonary emboli, and deep vein thrombosis.
COX-2 Inhibitors (incl. celecoxib, rofecoxib, valdecoxib)	Anti-inflammatory drug	Multiple side effects and heart failure, relatively new substance class.
DES (Diethylstilbestrol)	Anti miscarriage	Functional abnormalities of the genitourinary tract as well as a propensity for developing adenocarcinoma of the vagina and cervix in offspring
Encainide	Anti arrhythmic drug	High death rates, voluntary withdrawn by the manufacturer in 1991.
Ephedrine/ Pseudoephedrine	Asthma, cold and flu medications and for weight loss	Associated with serious cardiac and CNS complications. Out of 13'000 Adverse reactions 2000 are judged to be serious with some death cases.
FEN-PHEN Dex-, Fenfluramine /Phentermine	Anti obesity	Combination of Phentermine and Dex- or Fenfluramine was an off-label use which has been forbidden by the FDA. Death cases because of valvular heart diseases - Paid losses.
Flosequinan	Congestive heart failure	Heart toxicity, withdrawn by the FDA in 1993.
Fluoxetine	Antidepressant (SSRI)	Paid defence costs because of suicidal tendencies and

		violence.
Grepafloxacin	Antibiotic (fluoroquinolone)	Fatal arrhythmias, withdrawn by the FDA in 1999.
Hormones	Increased occurrences of - breast cancer - chronic heart diseases - stroke - emboli	Hormone Replacement Therapy (HRT) was up to summer 2002 a standard therapy for women with postmenstrual complaints and osteoporosis. After the early stop of the Women's Health Initiative (WHI) Study in the year 2002 there was a change of paradigm. Prescription practice became more restrictive and the indication for osteoporosis was removed. In the study Prempro increased the risk for breast cancer, chronic heart disease, stroke and emboli. The precedence of fractures of the femoral neck and colon cancer were lower, though. In march 2004 the "estrogen"-only part of the study was also aborted due to the potential increase in the risk of stroke and emboli.
HRT (BW side effects)	Hormone Replacement Therapy (HRT)	Myocardial infarction, stroke, invasive breast cancer, pulmonary emboli, and deep vein thrombosis are the side effects mentioned in the Box Warning.
Iso/-Tretinoin (retinoic acid)	Anti-acne drug	Teratogenicity, Depressions, psychosis and possible suicidal thoughts
Itraconazole	Antifungal agent	Chronic heart failure and liver problems.
Leflunomide	Rheumatoid arthritis	Associated with at least 130 severe hepatic reactions including 56 hospitalizations and 22 deaths.
Levomethadyl	Management of opiate dependence	2001: Withdrawal from European market and label changes in USA, introduction of Black Box warning, 2003: Manufacturer of Orlaam announces the discontinuation of sales and distribution, reports of severe cardiac-related side effects (substance is <i>not</i> withdrawn by the FDA, 2005).
Levonorgestrel OTC	Emergency contraception	OTC: uncontrolled dispensation and aggressive advertisement direct to consumer, which can lead to wrong dosage or abuse and consequently to severe side effects (teratogenicity/unintentional gravidity/extra uterine gravidity)
LYMERix^R	Prevention of lyme disease (vaccine)	Untreatable form of severe arthritis, withdrawn by manufacturer Feb 2002, notified.
Methylphenidate (MPH)	CNS stimulant, Hyperactivity in children, AD-HAD	Growth and (neuronal) developing problems in children, abuse potential. The FDA is right now (2005) analysing the potential mutagenicity of methylphenidate with regard to an enhanced cancer risk.
Mibefradil	Chronic stable angina	Fatal arrhythmias, withdrawn by the FDA in 1998.

	and hypertension	
Nefazodone	Anti-depressant	Liver failure, European drug agency is considering withdrawal.
Olanzapine	Atypical antipsychotic drug	Risk of hyperglycaemia and diabetes has been linked to the use of atypical antipsychotic substances. In 2004 FDA notified healthcare professionals of revision to the WARNINGS section of labelling. A Boxed Warning was added to the label containing the information about an increased risk of mortality in elderly patients with dementia-related psychosis.
Oxichinoline	Antibacterial, antifungal agent, disinfectant.	Subacute Myelo-Optic Neuropathy (SMON). Between 1950 and 1970 more than 10 000 cases of SMON were reported, most of them in Japan. Payed losses.
Paroxetine	Antidepressant (SSRI)	Claims because paroxetine produces very bad withdrawal adverse experiences and dependency.
Phentermine single use	Anti obesity	Elevated blood pressure which could have same consequences as for Fen-Phen.
Phenylpropanolamine (PPA)	Treatment of nasal congestion and as an appetite suppressant	Discontinued in US in 2000 by the FDA because of hemorrhagic strokes.
PDE-5 Inhibitors (sildenafil, tadalafil, vardenafil)	Male erectile dysfunction	Life Style drug, heart arrhythmias and cases of sudden vision loss, attributed to NAION (non arteritic ischemic optic neuropathy), a condition where blood flow is blocked to the optic nerve.
Piper Methysticum	Herbal hypnotic	Withdrawn in UK and Germany because of hepatic toxicity.
Quetiapine	Atypical antipsychotic drug	Risk of hyperglycaemia and diabetes has been linked to the use of atypical antipsychotic substances. In 2004 FDA notified healthcare professionals of revision to the WARNINGS section of labelling. A Boxed Warning was added to the label containing the information about an increased risk of mortality in elderly patients with dementia-related psychosis.
Rapacuronium	Bronchospasm, used intravenously during surgical procedures to ease the insertion of a breathing tube	Withdrawn by the FDA in 2001 during postmarketing surveillance because of unexplained fatalities.
Remoxipride	Antipsychotic drug	Withdrawal 1994 because of death cases related to aplastic anaemia, never got USA approval.
Risperidone	Atypical antipsychotic drug	Revision of WARNINGS section in 2003: cerebrovascular adverse events incl. fatalities in elderly patients (stroke, transient ischemic attack).

		Risk of hyperglycaemia and diabetes has been linked to the use of atypical antipsychotic substances. b Risk of hyperglycaemia and diabetes has been linked to the use of atypical antipsychotic substances. In 2004 FDA notified healthcare professionals of revision to the WARNINGS section of labelling.
Selective Norepinephrin Reuptake Inhibitors (SNRI)	Anti-depressant	Concern related to the similarities with SSRI. 2004 Black Box Warning for increased risk of suicidality in children and adolescents. Patient Medication Guide published by the FDA.
Selective Serotonin Reuptake Inhibitors (SSRI)	Anti-depressant	Concern related to the similarities with fluoxetine and paroxetine. Potential for Suicidal thoughts and acts and aggressive acts against third parties.
Sibutramine	Weight loss	Linked to heart damage and heart failure.
Statins including combined ingestion with fibrates	Hypercholesterolemia	Fatal rhabdomyolysis cases: 52 death cases reported to the FDA within cerivastatin (LipobayR). This drug was withdrawn by the FDA in 2001.
Sumatriptan	Anti-migraine drug	Cardiac arrest causing death and other life threatening reactions.
Temafloxacin	Antibiotic (fluoroquinolone)	Hypoglycaemia, haemolytic anaemia, withdrawn by the FDA in 1992.
Terbinafine	Antifungal agent	Chronic heart failure and liver problems.
Terfenadine	Antihistaminic drug	Fatal arrhythmias, withdrawn by the FDA in 1998.
Thalidomide	Hypnotic agent and as a treatment for morning sickness of pregnant women	Teratogenicity.
Theophyllin	Asthma	Concerns because of the interaction profile, narrow therapeutic index and serious side-effects (seizures in children), paid claims.
Thiazolidinediones resp. Glitazones (Rosiglitazone, Pioglitazone)	Diabetes	Concerns on liver toxicity related to the chemical and pharmacological similarity with Rezulin [®] (troglitazone).
Thimerosal/Thiomersal	Organomercurial anti-septic used in vaccines as preservative	Suspected to be neurotoxic (e.g. to cause autism).

TNF-Inhibitors (Adalimumab, Etanercept, Infliximab)	Rheumatoid arthritis and Crohn's disease	Lymphoproliferative disorders, which have been of concern to both the FDA and the UK's National Institute for Clinical Excellence since several years.
Tretinoin see Iso-Tretinoin		
Troglitazone	Antidiabetic agent	Liver toxicity, Withdrawn by the FDA in 2000.
Trovafloxacin	Antibiotic (fluorquinolone)	Liver toxicity, FDA restricted use for specific patient categories.
Ziprasidone	Atypical antipsychotic drug	Risk of hyperglycaemia and diabetes has been linked to the use of atypical antipsychotic substances. IN 2004 FDA notified healthcare professionals of revision to the WARNINGS section of labelling. A Boxed Warning was added to the label containing the information about an increased risk of mortality in elderly patients with dementia-related psychosis.

Beilage 8

Liste spezieller Stoffe und Risiken

Kurzerläuterungen zu speziellen Stoffen und Risiken

Bezüglich der Betriebsarten werden lediglich die **wichtigsten** genannt. Entsprechend können gewisse Risiken auch bei anderen Betriebsarten eine Rolle spielen. Die Liste ist im Wesentlichen für **Produkt-Haftpflichtdeckungen** gedacht.

Diese Liste stellt den Stand der Erkenntnisse im Jahre 2008 dar.

Stoffe und Risiken	Beschreibung / Verbote	Toxizität / Wirkung	Produkte/ Verwendung	Wichtigste Betriebsarten
Asbest (bereits in den Muster-AVB ausgeschlossen)	Asbest wird trotz der seit langer Zeit bekannter und gut untersuchter, stark gesundheitsschädlicher Wirkung auch jetzt, im Jahr 2008, immer noch abgebaut. So exportiert z. B. Kanada immer noch Chrysotil (125'329 Tonnen im Jahr 2004). Bergbaubetriebe proklamieren weiterhin die Unverzichtbarkeit von Asbest und spielen die gesundheitsgefährdende Wirkung von Asbest herunter. Weitere wichtige Abbaugelände liegen in den USA, der ehemaligen UdSSR, Brasilien, Zimbabwe und China. Zahlreiche und vielfach weit reichende Verbote weltweit. Insgesamt sind mehr als 50 Mrd. Euro aus Asbestschäden in den USA für die Versicherungswirtschaft entstanden. Asbestbedingte Schäden haben mit Abstand die höchsten Haftpflichtschäden verursacht.	Wichtigste Erkrankungen: • Asbeststaublungenenerkrankung (Asbestose) oder durch Asbeststaub verursachte Erkrankungen der Lungengewebe. • Lungenkrebs oder Kehlkopfkrebs - in Verbindung mit Asbeststaublungenenerkrankung (Asbestose), - in Verbindung mit durch Asbeststaub verursachte Erkrankung der Lungengewebe oder - bei Nachweis der Einwirkung einer kumulativen Asbestfaserstaub-Dosis am Arbeitsplatz von mindestens 25 Faserjahren (25×10^6 [(Fasern/m³) x Jahre]). • Durch Asbest verursachtes Mesotheliom des Rippenfells, des Bauchfells oder des Pericards (der Herzbeutel oder das Perikard, lat. 'Pericardium' ist ein bindegewebiger Sack, der das Herz umgibt und dem Herzen durch eine schmale Gleitschicht freie Bewegungsmöglichkeit gibt).	Verwendung in zahllosen Produkten, wie z. B. Asbestzement, Brems- und Kupplungsbelägen, Fussbodenbelägen, Textilien, Geweben, Schutzkleidung, bautechnischen Produkten, z. B. Bitumen-, Dach- und Dichtungsbahnen, Kitt-, Spachtel- und Vergussmassen, Farben, Feuerschutzmitteln, Pappen und Papieren, Filtermaterialien, Formmassen, Strassen- und Deckenschichten.	Praktisch jeder Industriezweig potentiell exponiert

Atrazin	Herbizid (Unkrautvernichtungsmittel). Eines der bedeutendsten Wirkstoffe, vor allem im Maisanbau am häufigsten eingesetzt. Ab 2004 europaweites Verbot aufgrund der Gefahr der Grundwasserkontamination (Grenzwert 0,1 µg/l). In Deutschland seit 1991 verboten, in den USA noch weit verbreitet. Aufgrund des langsamen Abbaus wird Atrazin im Grundwasser noch auf Jahre hinaus nachweisbar sein.	Atrazin wird in der Umwelt nur relativ langsam abgebaut. Atrazin ist für Wasserorganismen giftig. Für Vögel und Nützlinge (z. B. Bienen) sowie für Bodenlebewesen ist der Wirkstoff weitgehend ungefährlich und reichert sich in der Nahrungskette nicht an. Atrazin weist für den Menschen eine geringe akute Giftigkeit auf. Reizungen der Haut, Augen und der Atemwege sind vereinzelt beim Menschen beobachtet worden. Problematisch sind erhöhte Grundwasserkonzentrationen nach Ausschwemmung aus Böden durch Niederschläge, die hohe Sanierungskosten nach sich ziehen können. Atrazin wird als endokrin wirksam betrachtet.	Herbizid	Herbizidhersteller, Agrochemie, Pflanzenschutz, Landwirtschaft
Benzinzusätze (MTBE gasoline additive)	In Benzin als Antiklopffmittel und als Sauerstoffquelle zur Optimierung der Verbrennung. Max. 15 Vol % erlaubt. In Kalifornien seit 2003 Verwendung als Benzinzusatz nicht erlaubt. Zeichnet sich durch einen unangenehmen Geruch aus, der in sehr geringen Mengen wahrnehmbar ist. Schäden durch Verunreinigung von Trinkwasservorkommen hauptsächlich in den USA.	Nicht akut giftig. Krebserregendes Potential wird diskutiert. Wassergefährdungsklasse (WGK) 1. Problem aufgrund niedrigem organoleptischen („Geschmack“, „Geruch“) Schwellenwert. Verunreinigung von Trinkwasser.	Benzinadditiv (90 % der Verwendung von MTBE); Verwendung als Chemikalie/ Ausgangsstoff in der chem. Industrie hier nicht relevant	Petrochemie, Tankstellen, Lagerung und Transport von Benzin
Bleifarben (Lead paint)	Z. B. als Bleiglätte (Blei(II) Oxid), Bleiweiss (Bleicarbonat), Mennige (Blei (II, IV) Oxid) in vor Rost schützenden Grundierungen, Farben, Lacken, Korrosionsschutz im Schiff-, Auto-, Flugzeugbau, (Stahl-) Brücken, Fahrbahnmarkierungen. Seit 1989 ist die Verwendung von Bleifarben in Bedarfsgegenständen und Farben generell in der EU eingeschränkt.	Akute Bleivergiftungen, die bis zum Tod führen können, sind aufgrund der geringen Resorptionsrate sehr selten. Höhere Bedeutung hat die chronische Exposition, die in der sog. Bleikrankheit resultiert: Müdigkeit, Appetitlosigkeit, schmerzhafte Koliken, Kopfschmerzen, Anämie, Debilität. Kleinkinder sind besonders exponiert.	Div. Farben, Lacke, Korrosionsschutz	Farben-, Lackhersteller; Wohnungsbauer

Chromated Copper Arsenate (CCA)	Breite Verwendung als Holzschutzmittel (Schutz vor Verrottung, Schimmel, Termitenbefall etc.) für Hölzer aller Art. In den USA auf Grund einer Vereinbarung zwischen Holzindustrie und EPA seit 2003 bei Hölzern in privaten Haushalten nicht mehr eingesetzt. In der EU seit Juni 2004 bis auf Ausnahmen für gewerbliche Nutzung verboten.	Arsen ist ein Karzinogen und ist akut toxisch. Mit der Zeit kann CCA aus dem behandelten Holz austreten, wobei die freiwerdenden Mengen Arsen stark variieren können. Zurzeit ist noch kein direkter Personenschaden in Zusammenhang mit CCA bekannt. Bisher anerkannte CCA-Ansprüche aus Arbeit ohne ausreichende Schutzkleidung.	Holz, Holzprodukte	Hersteller von CCA, Holzverarbeiter, Bauunternehmer, Schreiner, Spielgerätehersteller, Wohnungsbau-gesellschaften
Diacetyl (Butandione)	Natürlich vorkommende, grüngelbe Flüssigkeit mit ausgeprägtem Geschmack und Geruch nach Butter. Zwischenprodukt bei der alkoholischen Gärung. Vorkommen: z. B. in Butter, Äpfeln, Bohnen, Artischocken, schwarzen Johannisbeeren, Heidelbeeren, Blauschimmelkäse und Weizen. Synthetisches Diacetyl wird seit vielen Jahrzehnten in der Aromastoffindustrie gross-technisch eingesetzt, z. B. als künstliches Butteraroma in Mikrowellen Popcorn. Regelmässiges Einatmen von Diacetyldämpfen kann zu irreparablen Schädigungen der Lunge führen (spezielle Form einer Bronchitis). Entschädigungszahlungen bis 2006 über 100 Mio. USD; höchste Einzelzahlung 2.7 Mio. USD neben Worker's Compensation (WC) auch zunehmend Products Liability (PL) betroffen.	NIOSH 2004: arbeitsbedingte Diacetyl-Exposition (Einatmen) wird in Verbindung mit unheilbaren Lungenerkrankungen ("bronchiolitis obliterans", "Popcorn workers lung") gebracht. Bis 2007 ca. 200 Fälle aus Popcornindustrie/Lebensmittelindustrie bekannt; insgesamt bis zu 3.500 Personen betroffen.	Aromastoff in der Lebensmittelindustrie, Aroma-, Duftstoffindustrie, Popcornhersteller	Chemische Industrie, Aroma-, Duftstoffhersteller, Lebensmittelindustrie, Getränkeindustrie

Schäden im Zusammenhang mit elektromagnetischen Interferenzen (EMI)	Unter elektromagnetischen Interferenzen (EMI) versteht man allgemein das Überlagern von zwei oder mehr elektromagnetischen Wellen. Viele Geräte, wie z.B. Herzschrittmacher, sind auf ungestörte Wellenspektren für ihr Funktionieren angewiesen. EMI kann von daher die Funktion von Geräten negativ beeinflussen. Weltweit sind Geräte, die EMI erzeugen, reguliert. Die rasante technische Entwicklung von drahtlosen Verbindungen in den letzten Jahren macht ein komplettes Risk Management in dem Bereich aber immer schwieriger, da die Komplexität der Systeme ständig zunimmt.	EMI werden heutzutage oft erst nach dem Roll-out von neuen Produkten entdeckt. Diebstahlsicherungen bei Fahrzeugen, die durch Handys aktiviert werden, Lawinensuchgeräte, die durch Handys blockiert werden oder Handys, welche die Datenübertragung in Computern und Radios beeinflussen, sind einige Beispiele.	Sämtliche stromdurchflossenen Geräte/Anlagen können EMI erzeugen, bzw. durch EMI beeinflusst sein.	• Besonders exponierte Betriebsarten sind Hersteller von Mobiltelefonen • Telekommunikationsunternehmen • Hersteller von elektronischen Apparaten • Medizinaltechnik • Elektrizitätswerke • Netzbetreiber • Verkehrsbetriebe
--	---	---	---	--

Endokrin wirksame Chemikalien (endocrine disruptors)	Seit den 80er-Jahren stehen Chemikalien, die verdächtigt werden, endokrin zu wirken, also in die hormonelle Regulation von Lebewesen einzugreifen, im Fokus der Forschung und des öffentlichen Interesses. Mittlerweile konnte die endokrine Wirkung einer Vielzahl von Chemikalien in Labor- und Tierversuchen nachgewiesen werden. Diese endokrinen Disruptoren sind definitionsgemäss Substanzen, die in Synthese, Transport, Bindung, Wirkung oder Eliminierung von physiologischen Hormonen eingreifen und damit die Aufrechterhaltung des hormonellen Gleichgewichts stören. Dadurch können beispielsweise die Fortpflanzung, die Entwicklung und/oder das Verhalten negativ beeinflusst werden. In den USA sind erste grössere Klageaktivitäten erkennbar (Bisphenol A).	Häufig diskutierte negative Effekte sind: • Missbildungen von Fortpflanzungsorganen • Abnahme der Fruchtbarkeit • Vermännlichung/Verweiblichung tierischer Organismen • Entstehen bestimmter Krebsarten (z. B. Hodenkrebs, Brustkrebs) • Beeinflussung der Immunitätslage, was z. B. eine erhöhte Krankheitsanfälligkeit nach sich zieht Folgen für die Versicherung: - aktuell keine bewiesene Ursache-Wirkungsbeziehung - Wissenschaftler erwarten nachweisbare Effekte in ca. 10 – 15 Jahren - diese Substanzen stellen langfristige Haftpflichtrisiken dar	In diesem Zusammenhang häufig genannte Umweltchemikalien umfassen: • Insektizide, Pestizide und Biozide, wie Lindan, DDT, Atrazin, TBT. • Industriechemikalien, wie Bisphenol A, Nonyl-/Octylphenole, bestimmte Phthalate und Schwermetalle, wie Cadmium oder Blei. • Abfallprodukte und Verunreinigung, z. B. Dioxine	• chemische Industrie; • Kunststoffindustrie (insb. von Polycarbonaten) • Hersteller von Baby-Trinkflaschen • Nahrungsmittelindustrie
Faust- und Schnellfeuerwaffen	In den USA werden des Öfteren Klagen gegen die Hersteller von Schusswaffen angestrengt, wenn Privatpersonen dadurch zu Schaden kommen. Im Jahr 2005 trat ein Gesetz in Kraft, dass die Hersteller gegen diese Klagen geschützt hätte. Sofort nach Inkrafttreten des Gesetzes wurden aber Klagen angestrengt, welche die Verfassungsmässigkeit dieses Schutzes in Frage stellten. Diese waren in den ersten Stufen erfolgreich und werden nun wahrscheinlich bis zum Supreme Court durchgezogen.	Je nach Anwendung führen die Waffen zu reversiblen Verletzungen, irreversiblen Behinderungen oder gar zum Tod.	Hand-, Faust- & Schnellfeuerwaffen sowie die Munition.	Alle Waffen und Munitionshersteller sowie die Verteiler und Händler.

FCKW	Fluorchlorkohlenwasserstoffe: Sammelbegriff für eine Gruppe von Kohlenwasserstoffen, bei denen Wasserstoffatome durch die Halogene Chlor beziehungsweise Fluor ersetzt sind. Aufgrund der ozonschädigenden Eigenschaften ist die Produktion und Verwendung von FCKWs stark reglementiert. Wichtige Vereinbarungen wurden im Montrealer Protokoll (1987) getroffen, der da vereinbarte Zeitplan entsprechend den Festlegungen der Konferenzen von London (Juni 1990), Kopenhagen (November 1992), Wien (Dezember 1995), Montreal (September 1997) und Peking (1999) mehrfach verschärft. (http://www.unep.org/ozone/). Neben den ozonschädigenden Eigenschaften gehören FCKW zu den sog. Treibhauseffekt fördernden Stoffen. Besonders in den USA sind FCKWs vielfach noch in alten Klimageräten und anderen Altgeräten im Einsatz.	Bei den FCKWs stehen die umweltproblematischen Eigenschaften im Vordergrund. FCKWs sind chemisch sehr stabile Verbindungen, können in der Umwelt nur langsam abgebaut werden und sind persistent. In der Stratosphäre werden durch Lichteinwirkung aus den FCKWs Halogenradikale freigesetzt, die dann die Ozonschicht schädigen. Zusätzlich sind FCKWs Treibhausgase. Besondere Eigenschaften: • weitgehend ungiftig für Menschen, Tiere und Pflanzen • sehr beständig, da sehr reaktionsträge • niedrige Wärmeleitfähigkeit • gute Kältemittel • nicht explosiv • unbrennbar • geruchs- und geschmacksneutral	Technische Anwendungen für FCKW: • Haupteinsatzgebiete waren vor allem mobile und stationäre Kälte- und Klimaanlage (ca. 80 %) und die Herstellung von Aerosolen sowie Kunst- und Schaumstoffen (ca. 20 %). • Kälte-, Treib- und Lösemittel in Schäumen, Wärmeträgern und Feuerlöschmitteln. Hauptsorge in diesem Bereich sind so genannte „Climate Change-Klagen“.
HIV, Hepatitis	siehe Produkte menschlichen Ursprungs		

Impfstoffe	In den 70er-Jahren hat in den USA der 'Swine flu vaccine Fall' für Aufruhr gesorgt. Zwei Impfstoffe, welche von den US-Gesundheitsbehörden zur Prävention einer Influenzaepidemie im Menschen entwickelt wurden, führten während der nationalen Impfkampagne zu schwerwiegenden Nebenwirkungen. 142 Personen sind am 'Guillain-Barré Syndrom' gestorben. Die Vakzine wurden vom Markt zurückgezogen. Heute wird Thiomersal/Thimerosal immer noch als Konservierungsmittel für Impfstoffe verwendet. Die Wissenschaft ist sich heute nicht einig, ob dieses Quecksilberderivat zu Störungen der neuralen Entwicklung von Kleinkindern führt. Eine potentielle Nebenwirkung der Thiomersalexposition ist Autismus. Generell kann man sagen, dass Impfstoffe öfters schwache und sehr selten schwere Nebenwirkungen haben. In den USA gewährt der Staat Versicherungsdeckung für schwere Fälle von Nebenwirkungen aus dem empfohlenen Impfprogramm.	Häufige leichte Nebenwirkungen: • Hautreaktion an der Einstichstelle • Leichtes Fieber/ Grippe-symptome Seltene, schwere Nebenwirkungen: • Schwere allergische Reaktionen/anaphylaktischer Schock • Ausbruch der Krankheit, gegen welche geimpft wird	Diverse Impfungen, speziell kombinierte Kinderimpfungen (DTP, MMR, etc.) und solche, welche in staatlichen Impfprogrammen empfohlen werden.	Pharma- und Biotechfirmen
Implantate für Anwendung am Menschen	Produkte, die gemäss der Definition der US FDA (Food and Drug Administration) als Medical Devices (Medizinalprodukte) der Kategorie I, II oder III eingestuft bzw. reguliert werden.	Hohes Personenschaden-Potential, verbunden mit einem signifikanten long-tail-Exposure. Hohes Loss Potential, analog zu Pharmazeutika	• Pharma und Hersteller von Medical Devices (Medizinalprodukte) • Zulieferer-Industrie (Metall- und Kunststoffverarbeitung)	

„Manganese Welding Rods“	Beim Schweißen entsteht Rauch aus Schwefel und Schwermetallen, wie z. B. Blei, Chrom, Nickel und <i>Mangan</i>. Einatmen von Manganmetalldämpfen wird mit Schäden am zentralen Nervensystem in Verbindung gebracht (Krankheitsbilder ähnlich wie bei Parkinson). In den USA sind viele amerikanische Anwaltskanzleien aktiv und mehr als ein Dutzend Unternehmen werden beklagt. Potentielle Kläger sind in den USA geschätzte 700000 Schweißer, davon 200000 in Rente. Daraus ergibt sich folgender Klägerpool: Parkinson - 5-10% der exponierten Personen entsprechen 35-70000. Klagen nicht nur auf Hersteller begrenzt, auch Händler von Schweißzubehör sind betroffen. Klageaktivitäten sind zurzeit im Wesentlichen auf USA konzentriert. Neben der Berufsunfallversicherung ist auch die Produkthaftung betroffen.	• seit langer Zeit wird ein Zusammenhang zwischen Manganexposition beim Schweißen und Parkinson-ähnlichen Erkrankungen diskutiert • es sind noch keine anerkannten und eindeutigen Studienergebnisse vorhanden und Behörden (OSHA, NIOSH) verlangen weitere klärende Studien • ein Kausalzusammenhang zwischen Asbest-ähnlichen Erkrankungen und Schweißen ist auch unklar	Neben den Herstellern von Schweißgeräten sind auch Hersteller oder Händler von Schweißzubehör, wie z. B. Gasen und Atemmasken, betroffen. Kläger sind Schweißer, Eisen- und Stahlarbeiter, Eisenbahnarbeiter, (Mangan-)Minenarbeiter und Arbeiter von Batterieherstellern. Erste Klagen, die vor 15 Jahren eingereicht wurden, sind gescheitert, da kein adäquater Kausalzusammenhang zwischen Erkrankung und Schweißen hergestellt werden konnte.
---------------------------------	---	--	--

Produkte menschlichen Ursprungs (z. B. Transplantate, Blut- und Blutprodukte)	Produkte menschlichen Ursprungs stellen nach wie vor ein 'Blackboxrisiko' dar. Eine Kontamination solcher zur Transfusion bestimmter Produkte mit Viren (HIV, Hepatitis) bzw. Prionen (BSE, CJD, vCJD) ist heute zwar reduzierbar, aber nicht zu 100% ausschliessbar. Die Qualität der Produkte hängt u.a. ab von der Spenderauswahl, dem angewendeten Inaktivierungsverfahren und der Lagerungszeit (Quarantäne, um evtl. neu angesteckte Donatoren zu detektieren). Die Sensitivität von Tests zum Nachweis von Viren/Prionen ist limitiert, was eine 100%ige Aussage zur Reinheit eines Produktes verunmöglicht. Bei direkter Transfusion eines kontaminierten Produktes von einem Menschen zu einem anderen liegt eine 1 zu 1 Ansteckung vor, werden jedoch Ausgangsprodukte menschlichen Ursprungs gepoolt und zur Produktion von grösseren Batches verwendet, besteht das Risiko einer Ansteckung von einer grösseren Anzahl Personen.	Übertragungen der Erreger von teilweise unheilbaren/-behandelbaren Erkrankungen wie TSE (transmissible spongiform encephalopathy), Hepatitis, HIV	Stabile Blutprodukte: • IgG • Gerinnungsfaktoren (VIII,...) • Albumin Instabile Blutprodukte: • Erythrozyten • Zellen • Plasma	• Spitäler • Pharmaindustrie (speziell Blutprodukte) • Biotech • Blutspendezentren • Blutbanken
--	---	--	--	---

Nahrungs- ergänzungs- mittel (NEM)	Nahrungsergänzungsmittel (NEM); englisch “dietary supplements” werden im Allgemeinen definiert als ein Produkt, dass zur Ergänzung der Ernährung dient und bewusst vom Produzenten dem Lebensmittel zusätzlich beigefügt wird. Sie enthalten mindestens einen oder eine Kombination der folgenden Inhaltsstoffe: - Vitamine - Mineralstoffe - Kräuteresenzen - Aminosäuren (oder deren Metabolite) Gemäss der U.S. Food and Drug Administration (FDA) darf ein NEM als solches vermarktet werden, sofern es nicht bereits generell als Nahrungsmittel “anerkannt” ist und eindeutig als NEM gekennzeichnet ist. Nahrungsergänzungsmittel unterliegen in den USA wie auch im EU/CH-Raum einer regulatorischen Kontrolle (in der EU z.B. durch die Richtlinie 2002/46/EG).	Auf Grund der Regulierungsunterschiede zwischen EU/CH und USA sowie der Rechtslage in den USA bedarf jedoch deren Vermarktung von Seiten der Hersteller eine spezielle Beachtung. Aus obiger Sicht ist NEM und Vitaminen auch aus versicherungstechnischer Perspektive eine höhere Beachtung zu schenken. Sowohl NEM als auch Vitamine gelten nicht als unversicherbar. Sowohl in den USA als auch im EU/CH Raum ist die Vermarktung mit so genannten „Health Claims“ (positive Wirkung auf die Gesundheit) dann gestattet, wenn eine ausreichende wissenschaftliche Evidenz dafür vorliegt (z.B. entsprechende Studien). Jedoch sind krankheitsbezogene Aussagen und Indikationen, wie für andere Lebensmittel auch, nicht zulässig.	Im europäischen Raum typische Inhaltsstoffe sind Mineralstoffe, Vitamine und Antioxidantien, Anthocyane, Q10, Kreatin, L-Carnitin, Phytoöstrogene, wobei aber Überdosierungen in einzelnen Fällen (z. B. von Vitamin A) auch schädlich sein können.	• Hersteller von Spezial- und Feinchemikalien • Nahrungsmittelindustrie • Pharmaindustrie
---	--	--	--	---

Penta-brominated diphenylether (PBDE) Octabromo diphenylether (OBDE)	Polybromierte Flammschutzmittel (BFS); Breiter Einsatz als Zusatzstoff (bis zu 30 %) in Kunststoffteilen. Deutschland: aufgrund einer freiwilligen Selbstverpflichtung des Verbandes der kunststoffverarbeitenden Industrie und Textilhilfsmittelhersteller wird auf den Einsatz von polybromierten Diphenylethern seit 1986 verzichtet. EU: Verbot von PBDE und OBDE ab 2004.	Persistierende organische Verbindungen (POPs) Öko- und Humantoxizität: Obwohl die akute Toxizität von PBDE und OBDE sehr niedrig ist, können sie aktiv in den Hormonhaushalt des Schilddrüsenhormons Thyroxin sowie der Sexualhormone eingreifen. Persistenz und Bioakkumulation: Aufgrund der hohen Lipophilie und der Persistenz von PBDE und OBDE können sich diese Substanzen in der Umwelt (z.B. in Flußsedimenten) und in der Nahrungskette (z.B. Muttermilch, Fettgewebe) anreichern. Bildung von „Dioxinen“ und „Furanen“: Wenn BFS erhitzt werden, können bromierte Dioxine und Furane (PBDD/PBDF) entstehen, deren Eigenschaften im Wesentlichen denen der chlorierten gleichen.	Dämmungsmaterialien, Kunststofffolien, Harze, elektrische und elektronische Geräte (EE-Geräte): Kabel, Steckdosen, Computer, Haushaltsgeräte, Auto, Flugzeug, Möbel und Textilien	Kunststoffhersteller; kunststoffverarbeitende Industrie; Textilmittelhersteller, Hersteller von Flammschutzmitteln, Computerhersteller
PFOS as defined in the EPA SNUR (Significant New Use Rule) of March 22, 2004	Spezielle Gruppe von perfluorierter Kohlenwasserstoffen; Herstellung von PFOS 2002 freiwillig aufgrund der weltweiten Verbreitung und Biopersistenz aus Sicherheitsgründen eingestellt.	Persistierende organische Verbindung, die weltweit in Menschen und in der Umwelt zu finden ist. PFOS wirkt in ähnlichen Mengen, wie sie im Menschen gefunden wird, im Tierversuch krebserregend.	Kleidung, Bodenbeläge, Möbel, Lacke	Fluorchemie, Bekleidungs-, Leder-, Schuh-, Teppich-, Möbelindustrie, Lackhersteller

POPs Aldrin Chlordane DDT Dieldrin Endrin Heptachlor Hexachlorbenzene Mirex Toxaphen	Persistente organische Verbindungen nach der Stockholmer Konvention. Im Jahr 2001 wurden im Rahmen des Umweltprogramms der Vereinten Nationen (UNEP) 12 Substanzen als Persistent Organic Pollutants (POPs) deklariert und von wenigen Ausnahmen abgesehen verboten (restliche 3 Substanzen Dioxin, Furane, PCB). Viele Substanzen werden bereits seit Jahrzehnten von führenden Industrienationen nicht mehr verwendet. Aufgrund der Natur der Verbindungen haben diese Substanzen ein long tail Exposure.	Die zwölf ausgewählten Substanzen, das "dreckige Duzend" (dirty dozen), können schon in geringen Mengen Fortpflanzungs- und Entwicklungsschäden sowie Störungen im Nerven- und Immunsystem verursachen. Sie lagern sich z.B. im Fettgewebe von Säugetieren, Menschen und Fischen an und bleiben dort über Jahre gespeichert und lassen sich weltweit nachweisen.	Pestizide	Pestizidhersteller
Silikonimplantate	Silikonimplantate wurden und werden primär in der plastischen und kosmetischen Chirurgie verwendet. Das Hauptanwendungsgebiet waren Brustimplantate für Frauen. Als Folge von unerwünschten Wirkungen der Implantate (z.B. Verhärtung des Implantates) und des Verdachtes der Erhöhung des Brustkrebsrisikos gelangten diese Produkte praktisch weltweit unter Beschuss. In den USA wurden Haftpflichtschadenszahlungen im Milliarden US Dollar-Bereich geleistet.			
Tabak und Tabakprodukte	Die zahlreichen, sehr grossen Gesundheitsrisiken von Rauchen sind seit langem bekannt und unumstritten. Seit vielen Jahren gibt es eine hohe Klageaktivität gegen Tabakkonzerne. Auch Zulieferer von Zusatzstoffen, Filtern, Zigarettenspapier, Klebstoff, oder Hersteller von Rauchzubehör, wie z. B. Wasserpfeifen, sind exponiert. Die Zahlungen gehen in die Milliarden.			

Tributyltin (TBT)	Gruppe von zinnorganischen Verbindungen, wie z. B. Tributylzinnoxid (TBTO), Tributylzinnaphthenat (TBTN) oder Tributylzinnbenzoat (TBTB). TBT-Verbindungen werden als Pilzgifte in Holzschutzmitteln (Wirkstoffgehalte bis ca. 2,5 %), als Desinfektionsmittel bei Leder, Papier und als Konservierungsmittel in wasserverdünnbaren Anstrichstoffen eingesetzt. Insbesondere dienen sie zur Algen- und Schneckenbekämpfung in Schiffsanstrichen (Antifoulingfarben) sowie gegen Pilze, Milben und als Saatbeizmittel im Pflanzenschutz. Für Boote unter 25 m Länge ist die Anwendung in der EU seit 1989 durch eine Richtlinie verboten und in Deutschland 1990 in nationales Gesetz umgesetzt. Da es jedoch für den Bereich der Handelsschifffahrt kein Einsatzverbot gibt, wird in deutschen Fließgewässern nach wie vor eine erhöhte Konzentration an TBT nachgewiesen.	Endokrin wirksam. Giftig für Wasserorganismen, kann in Gewässern längerfristig schädliche Wirkungen haben.	Algen- und Schneckenbekämpfung in Schiffsanstrichen (Antifoulingfarben). Als Desinfektionsmittel bei Textilien, Leder, Papier und Holz. Saatbeizmittel im Pflanzenschutz. Fraßhemmstoffe für Insekten. Hilfs- und Zusatzstoff in Kunststoffindustrie.	Pestizidhersteller, Schifffahrt, Leder-, Holzindustrie, Farbenhersteller, Textilindustrie.
--------------------------	---	---	--	---

Transfett-säuren (TFA)	Transfettsäuren (engl. TransFat Acid TFA) sind ungesättigte Fettsäuren mit einer bestimmten räumlichen Konfiguration („trans“). Sie werden über die tägliche Nahrung aufgenommen: • Industriell partiell gehärtete pflanzliche Öle (Hydrierung) • Hitzebehandlung von Ölen, Fetten und Nahrungsmitteln, welche ungesättigte Fettsäuren enthalten; industriell (Deodorisierung von Pflanzenölen) oder im Haushalt • Fette von Wiederkäuern (entstanden durch bakterielle Transformation im Pansen) Eine Deklarationspflicht besteht in Kanada, Brasilien, Argentinien, Uruguay, Paraguay, Portugal. In den USA führte die Verbraucherschutzbehörde (Food and Drug Administration/ FDA) 1993 die zwingende Angabe von ungesättigten Fettsäuren auf Lebensmittelverpackungen ein und verschärfte diese 2006 zur separaten Angabe von Transfettsäuren. Die bisher strengste gesetzliche Regelung (Verbot von Nahrungsmitteln mit einem TFA-Gehalt von mehr als zwei Prozent) in Dänemark seit 2003. Ein ähnlicher Grenzwert wurde von der Stadt New York für gastronomische Betriebe der verarbeiteten Lebensmittel Ende 2006 festgelegt.	TFA zählen zu den unerwünschten Bestandteilen der Nahrung. Sie können die Konzentration an sog. Low Density Lipoprotein (LDL-Cholesterin = "schlechtes" Cholesterin) im Blut erhöhen. Zudem gibt es Hinweise darauf, dass TFA zusätzlich den Blutspiegel von High Density Lipoprotein (HDL-Cholesterin = "gutes" Cholesterin) senken und zusätzlich den der Triglyceride steigern können. Damit wird das Risiko für das Auftreten von KHK (koronare Herzkrankheiten) und Herz-Kreislauf-Erkrankungen erhöht.	Speisefetten, Margarine, Backwaren (z. B. Zwieback, Cracker, Kuchen, Pasteten, Plätzchen, Kekse, Waffeln), Pommes Frites, im Fett der Milch- und Fleischprodukte von Wiederkäuern, Mikrowellen-Popcorn	• Nahrungsmittelindustrie • Lebensmittel-Handelsketten • Fast Food-Ketten, • Restaurants • Imbissbuden
-------------------------------	---	--	---	--

Transportmittel (z.B. Bus, Eisenbahn, Flugzeuge, Seilbahnen, Schiffe) und deren Bestandteile	Hier steht die Thematik der niedrigen Frequenzen, aber extrem hohen Schäden im Vordergrund, wie sie durch das ICE-Unglück in Eschede aufgezeigt wurden. Eine individuelle Einzelprüfung für die Bewertung des Risikos ist hier notwendig. Im Schadenfall sind häufig nicht nur eine sehr grosse Anzahl Personen betroffen, sondern die Ereignisse sind auch verbunden mit einem hohen Sachschaden (z. B. Zugunfall, Schiffsunglück).
Anlagen und Anlagenteile sowie Komponenten für Vergnügungsparks (z.B. Achterbahn) und Fahrbetriebe (z.B. Scooter)	

Urea Formaldehyd	Die Harnstoff (=Urea)-Formaldehydharze (UF-Harze) wurden in den 1920er-Jahren entwickelt. 1) Die Verwendung von Harnstoff-Formaldehydharzen als Bindemittel für Holzwerkstoffe (Spanplatten, Sperrholz, Möbel) ist weit verbreitet. Heutzutage verzichten aber eine Vielzahl von Herstellern auf die Verwendung von UF-Harzen, da diese Formaldehyd abgeben können und damit zu „Indoor Pollution“ beitragen. 2) Isoliermaterial aus Harnstoff-(Urea-) Formaldehyd-Schaum: Während der 1970er-Jahre liessen viele Hausbesitzer eine solche Isolierung installieren, um Energie zu sparen. Viele dieser Häuser wiesen bald danach hohe Formaldehyd-Konzentrationen auf. Das Entweichen von Formaldehyd aus diesem Produkt nimmt nach den ersten Monaten rapide ab und erreicht nach einigen Jahren normale Belastungswerte.	„Indoor Pollution“; Freisetzung von Formaldehyd problematisch. Sie kann zu Augenreizungen, Reizungen der Atemwege, Kopfschmerzen, Minderung der Konzentrationsfähigkeit, Gedächtnisstörungen, Übelkeit, Erkältungen, Schlafstörungen, Allergien, Mattigkeitsgefühl und Depressionen führen. Allergiker reagieren empfindlicher auf Formaldehyd als andere Menschen. Formaldehyd wird als Arbeitsstoff mit krebserzeugender Wirkung klassifiziert - bei Unterschreitung des MAK-Wertes wird aber kein erhöhtes Krebsrisiko erwartet. Die Formaldehydexposition kann zu allergischen Reaktionen der Haut und der hautnahen Schleimhäuten führen.	Quellen für die Belastung der Innenraumluft sind: Spanplatten und andere Holzwerkstoffe, wie Tischlerplatten, Sperrholz und Fertigparkett, Isolierschäume, Farben und Kleber, Textilien und Teppichböden.	Möbelindustrie, Spanplattenhersteller, Teppichhersteller, Kunststoffindustrie, Klebstoffindustrie
-------------------------	---	---	--	--

Beilage 7b

Muster-Klausel betreffend Freistellungsvereinbarung 2: Hold Harmless Endorsement

(Gesellschaft)

(Adresse)

Phone +41 ## ## ## ## ##

Fax +41 ## ## ## ##

Name and address of Policyholder:

Hold Harmless Endorsement

This endorsement modifies the insurance provided to the Policyholder under the referenced policy as expressly provided hereafter. It confers no rights as additional insured to Endorsee.

In partial derogation of Art. 7 d General Conditions of Insurance, the coverage afforded in accordance with the policy terms and conditions is hereby extended to include the liability of Endorsee assumed by the Policyholder pursuant to the hold harmless agreement referenced below in respect of bodily injury and property damage claims made against Endorsee. This Endorsement is subject to the following ADDITIONAL CONDITIONS:

- The claim seeks redress for a loss resulting from a defective product manufactured or sold by Policyholder.
- The claim is based on the applicable law governing product liability.
- The product defect is not the result of an act of or an omission by Endorsee.

Policy number**Endorsement valid until:**

subject to policy remaining in effect

Endorsement number**Name and address of Endorsee****{Title and date of hold harmless agreement }****Place and date issued**

#####,

#####

Head Office

Applicable law and jurisdiction**This referenced policy and this endorsement are governed by and shall be solely construed in accordance with the laws of Switzerland. Exclusive place of jurisdiction is Switzerland.****Authorized representatives**

Signature

This endorsement is not valid unless countersigned by authorized representatives of #####.

Beilage 7a

Muster-Klausel betreffend Freistellungsvereinbarung 1

In teilweiser Abänderung von Art. 7 d AVB erstreckt sich die Versicherung im Rahmen der in der Police vereinbarten Bestimmungen und Leistungen auch auf die vom Versicherungsnehmer schriftlich übernommene Haftpflicht der Firma ##### mit Sitz in ##### für gegenüber dieser erhobene Ansprüche aus Personen- und Sachschäden. Voraussetzung ist jedoch, dass

- die Ansprüche auf ein vom Versicherungsnehmer hergestelltes oder geliefertes fehlerhaftes Produkt zurückzuführen sind und
- die Ansprüche aufgrund der jeweiligen Produkthaftpflicht-Gesetzgebung geltend gemacht werden und
- der Produktfehler bzw. Mangel nicht auf eine Handlung oder Unterlassung der Firma ##### mit Sitz in ##### zurückzuführen ist.